



ÉCONOMIE & ENTREPRISE

Le commerce extérieur français s'est encore dégradé en 2018

L'alourdissement de la facture énergétique a pesé sur le solde commercial de la France. Dans l'Europe des vingt-huit, seul le Royaume-Uni fait pire

Et de quinze ! Quinze années consécutives de déficit commercial pour la France. Et la balance se dégrade à nouveau. D'après les chiffres publiés par les Douanes, jeudi 7 février, le pays a importé 59,9 milliards d'euros de biens de plus qu'il n'en a exporté en 2018. Le commerce extérieur – essentiellement les exports – aurait tout de même contribué positivement à la croissance du produit intérieur brut (PIB), à hauteur de 0,6 point en 2018 selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Mais la performance est bien piètre, si on la compare aux 280 milliards d'euros d'excédent de l'Allemagne.

C'est simple : dans l'Europe des 28, seul le Royaume-Uni fait pire que l'Hexagone. Certes, les exportations ont accéléré l'an passé, progressant de 3,8 %. Mais la dynamique, soutenue au quatrième trimestre par les livraisons d'Airbus et celle d'un paquebot, reste inférieure à l'évolution de la demande adressée à la France (+ 4,2 %). Traduction : les parts de marché des 125280 entreprises tricolores exportatrices n'ont pas bougé.

« On observe, et c'est positif, un début de stabilisation par rapport à nos partenaires de la zone euro. Reste à voir si ça se confirme », sou-

Si les entreprises françaises exportent moins, c'est parce qu'elles produisent beaucoup à l'étranger

ligne Emmanuel Jessua, économiste chez Rexecode, un think tank proche du patronat. La prudence, en effet, s'impose : le made in France, qui n'a cessé de reculer depuis le début des années 2000, représente environ 3 % des exportations mondiales de marchandises, selon l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Contre 8,4 % pour les biens allemands.

Une embellie se dessine-t-elle ? Pas vraiment. Si le solde commercial s'est révélé en 2018 un peu meilleur qu'en 2017, c'est surtout parce que les importations ont ralenti (3,8 % après 6,8 %). Dopées par la consommation et l'investissement au moment de la reprise, elles ont pâti en 2018 de la faiblesse de la demande intérieure. Les entreprises ont continué à s'équiper, mais les dépenses des ménages, elles, ont quasiment stagné l'an der-



nier. Résultat : un peu moins d'achats de robots japonais, de machines-outils allemandes et, surtout, de jouets, de smartphones ou de postes de télévision fabriqués aux antipodes.

Le montant total des importations aurait dû s'en ressentir, mais la flambée concomitante des prix du pétrole a renchéri la facture. Entre février et octobre 2018, le baril a augmenté de 35,5 %, passant de 62 à 84 dollars. Soit un surcoût de 6,7 milliards d'euros par rapport à 2017. « Sans cela, insiste Bruno de Moura Fernandes, économiste auprès de l'assureur-crédit Coface, le déficit aurait été nettement moins important. »

Un meilleur accompagnement

Mais pourquoi la France peine-t-elle autant à rétablir sa balance commerciale ? Quand le décrochage a eu lieu, au tournant du XXI^e siècle, elle souffrait, c'est vrai, d'une mauvaise compétitivité. Coût de production, niveau de gamme... Les produits et les usines français ont fait les frais de l'irruption sur la scène mondiale des émergents, et notamment de la Chine. La désindustrialisation, déjà bien amorcée, s'est accélérée. La crise de 2008 a fait le reste. Mais depuis, des mesures ont été prises pour réduire le coût du travail. Elles ont culminé sous le précédent quinquennat avec les allègements de charges du pacte de responsabilité et du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Des coups d'épée dans l'eau ?

Pour beaucoup d'entreprises, le CICE a surtout permis la reconstitution des marges. « La baisse des coûts n'a pas été vraiment répercutée. La compétitivité prix a plutôt stagné », selon Bruno de Moura Fernandes. En outre, « les exoné-

rations de cotisations sociales patronales en France ou la mise en place du salaire minimum en Allemagne ont principalement porté sur les bas salaires », ce qui concerne peu les entreprises exportatrices, relève Sébastien Jean, directeur du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cépii).

D'après une note cosignée par ce dernier sur « l'étonnante atonie des exportations françaises », l'Hexagone se distingue surtout de ses voisins par l'internationalisation de ses implantations industrielles. Si ses entreprises exportent moins, c'est parce qu'elles produisent beaucoup à l'étranger tout en conservant en France les centres de direction et les activités de recherche et développement. Ce faisant, « elles engendrent des revenus d'investissement nets importants, qui atteignaient 43 milliards en 2017, soit 1,9 % du PIB », selon le Cépii. Des montants qui permettent à la balance courante (celle qui intègre les échanges de biens, de services, de revenus et de transferts avec le reste du monde) d'approcher l'équilibre.

Les autorités, qui misent sur un meilleur accompagnement, espèrent beaucoup du rapprochement entre Business France, les chambres de commerce et les régions au sein de la Team Export France. « Il n'y a pas de fatalité, le redressement est une œuvre de longue haleine », veut croire Alain Bentéjac, président des Conseillers du commerce extérieur. Toutefois, il y a fort à parier que 2019 ne sera pas l'année du grand retournement. Si la consommation des ménages reprend, comme le laisse présager la hausse attendue de leur pouvoir d'achat, ce sont les importations qui en profiteront. ■

ÉLISE BARTHET



Un déficit commercial surestimé en 2017

Estimé jusque-là à 63,9 milliards d'euros, le déficit commercial de la France se serait plutôt situé aux alentours de 57,8 milliards en 2017. D'où viennent ces milliards réinjectés dans les statistiques ? D'une erreur dans les déclarations d'une « *entreprise de la branche aérospatiale* », selon les Douanes. Le montant des importations de la société en provenance du Royaume-Uni aurait longtemps été surestimé, explique-t-on de même source. Le déficit commercial s'en trouve allégé de 2 milliards d'euros en 2014, 2015 et 2016.